



Non à un revenu de base utopique

Le 5 juin 2016, les citoyens se prononceront sur l'idée d'un revenu étatique et inconditionnel pour toutes les personnes vivant en Suisse. Dans son nouveau dossier politique, economie suisse expose les diverses motivations derrière cette initiative. L'organisation montre aussi pourquoi le projet ne peut pas fonctionner.

Si on mettait en œuvre les idées de ses partisans aujourd'hui, le revenu de base coûterait jusqu'à 154 milliards de francs par an. C'est à cette conclusion qu'arrive economie suisse sur la base d'une modélisation actualisée. Ce montant pourrait toutefois être sensiblement réduit si le revenu de base est considéré comme faisant partie intégrante du salaire pour tous les travailleurs salariés. En effet, toute activité lucrative qui ne rapporte pas nettement plus que 2500 francs par mois ne serait plus intéressante sur le plan financier. Le travail à temps partiel perdrait de son attrait, tandis que le travail au noir deviendrait plus attrayant.

Dans son nouveau dossier sur l'initiative populaire, l'organisation économique montre comment le revenu de base modifierait les incitations à exercer une activité lucrative et à quelles conséquences il faudrait s'attendre. Il aurait notamment pour effet de renchérir les coûts de production, de doper le tourisme d'achat et d'augmenter l'immigration. L'analyse montre pourquoi le revenu de base inconditionnel ne peut pas satisfaire les attentes des auteurs de l'initiative. Et pourquoi il s'agit d'une utopie antisociale.



Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.